

Services publics. Les défenseurs de la ligne directe Paris-Rodez entendent obtenir des avancées, lors de la commission départementale d'aujourd'hui. Sinon...

« Nous interpellons de Villepin au Sénat »

La commission départementale d'organisation et de modernisation des services publics, qui se tient, cet après-midi en préfecture à Rodez, ne sera sans doute pas un long fleuve tranquille.

La première partie de la réunion est consacrée à la présentation par la préfète Chantal Jourdan, du « Projet territorial des services publics et services au public en milieu rural ». Un schéma de 53 pages qui balaye l'accès aux soins, l'éducation, la formation, l'aide à l'emploi, le social, l'économie, la communication (Poste, téléphone, téléphonie mobile, routes et rail), les relais de service publics et les services aux collectivités.

Et sur ces sujets, le collectif aveyronnais de défense et de développement des services publics, désormais membre de plein droit de la commission, ne manquera pas de faire connaître ses positions et ses inquiétudes : « La carte des hôpitaux évoque l'hôpital de Millau et plus celui de Saint-Affrique. Une clarification s'impose : s'il s'agit de l'hôpital du Sud-Aveyron d'accord. Si ce n'est que Millau, il y a un problème. Concernant La Poste, une négociation est obligatoire avec les élus avant toute modification. Cette concertation n'a jamais eu lieu : il n'y a que de l'information. De plus, les retards dans l'acheminement du courrier ne correspondent plus aux besoins pour un aménagement du territoire. Concernant la justice, nous atti-



À défaut d'une réponse aujourd'hui, le sénateur PS Jean-Luc Mélenchon se fera le porte-parole du collectif aveyronnais pour interpellier le Premier ministre. Photo DDM, archives.

rons l'attention sur la remise en cause du TGI avec un pôle de l'instruction à Montpellier », explique Pierre Pantanella, président du collectif.

SNCF

« Pour le ferroviaire, nous refusons la fermeture dans la journée de la gare de Sévérac-le-Château : il n'y a pas eu de concertation préalable. Par ailleurs, nous constatons depuis la suppression de la ligne directe Rodez-Paris, des manquements aux promesses de la SNCF pour Brive : Téoz souvent absent, changement de quai à quai rare, attente non pas de 12

minutes mais parfois d'une heure, pas d'aide aux personnes à mobilité réduite, coût augmenté et pas de gain de temps sur le trajet. Nous demandons la mise en place d'un moratoire avec un train direct de remplacement durant la période de négociation. Nous souhaitons toujours avoir une réponse à notre courrier au Premier ministre. À défaut d'une réponse aujourd'hui, nous interpellons à Dominique de Villepin au Sénat par une question de Jean-Luc Mélenchon sur ce dossier », poursuit Pierre Pantanella, dubitatif sur la deuxième partie de la réunion, consacrée à

la ligne Rodez-Paris, et à laquelle la préfecture du Lot, le président du conseil général du Lot, le président de l'association des maires du Lot qui a invité Christophe Schimmel (président du comité de ligne qui avait observé une grève de la faim) et Dominique Espinasse (CGT Cheminots) vont participer : « Christian Estrosi avait promis une commission conjointe. Si ce n'est pas le cas, je demanderais un vote de la commission sur nos propositions », souligne Pierre Pantanella. « Et il y aura des suites », promet Christophe Schimmel...

B.-H. Saint-Paul